

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°646 – 9 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Publication du rapport annuel de la Banque mondiale sur l'Évaluation des politiques et des institutions (CPIA)

La Banque mondiale [a publié](#) récemment son rapport annuel sur l'Évaluation des politiques et des institutions (CPIA) en Afrique. Le CPIA évalue la qualité des cadres institutionnels et des politiques publiques dans les pays éligibles aux financements de l'Association internationale de développement (IDA), guichet concessionnel de la Banque mondiale dédié aux pays à faible revenu. Il repose sur seize critères notés de 1 à 6, répartis en quatre grandes catégories : gestion économique, politiques structurelles, inclusion sociale et gestion des institutions publiques. Le score moyen de l'Afrique subsaharienne demeure stable à 3,1 sur 6, traduisant un équilibre entre les avancées en matière de discipline budgétaire et les faiblesses persistantes en gouvernance. En Afrique de l'Ouest, 9 pays ont amélioré leur score par rapport à la précédente édition (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Nigéria) alors que 3 ont reculé (Libéria, Niger, Sénégal) et 4 sont restés stables (Bénin, Cap-Vert, Sierra Leone, Togo). La Côte d'Ivoire occupe le 2^e rang du classement global sur 40 avec un score de 4 points, grâce aux performances dans les catégories "gestion économique" et "politiques d'inclusion sociale et d'équité". Le Bénin est 3^e ex aequo avec le Cap-Vert avec 3,9 points. A l'opposé, la Guinée-Bissau obtient la note la plus faible des pays d'Afrique de l'Ouest

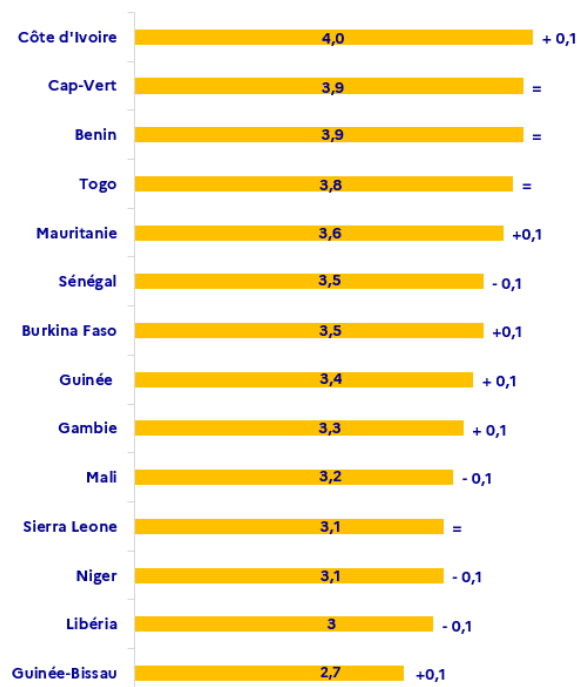
Le chiffre à retenir

18,6 % du PIB

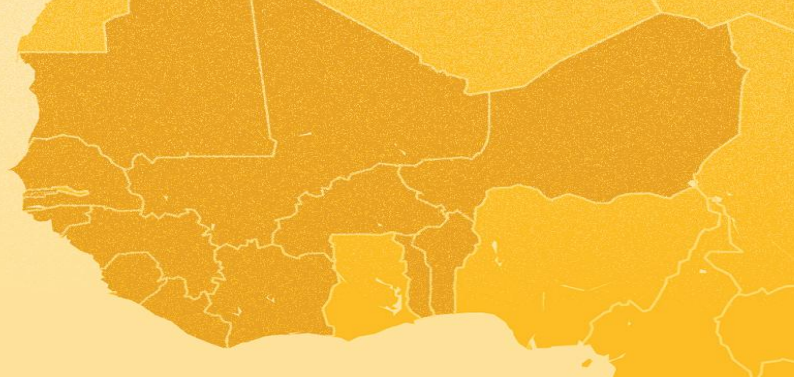
L'objectif de taux de pression fiscale ciblé par le Togo en 2031, contre 13,3 % du PIB en 2025

(2,7), suivie du Libéria (3), de la Sierra Leone et du Niger (3,1).

Évaluation des politiques et des institutions (CPIA) Score 2025 & évolution



Source : Banque mondiale



Tournée commerciale du Port de Lomé dans les pays du Sahel

Une délégation du Port autonome de Lomé mène une [tournée](#) auprès des chargeurs et transitaires des pays de l'Alliance des États du Sahel ("AES"), à Niamey (4-9 octobre), Ouagadougou (18-24 octobre) et Bamako (2-8 novembre). Le Togo cherche ainsi à consolider son rôle de plateforme logistique auprès de ces pays, qui concentraient à eux trois 92 % du volume de [transit](#) traité par le port en 2022, soit un flux de 3,5 Mt de marchandises, dont 3,1 Mt pour le seul Burkina Faso. Cette tournée intervient alors que la concurrence régionale s'intensifie : en 2025, le volume de marchandises en transit via le Port d'Abidjan a [progressé](#) de 76,4 % par rapport à 2024 vers le Mali, et de 16,6 % vers le Burkina Faso.

Bénin

Mobilisation de 500 M EUR, avec des garanties de la BAfD et de la BlsD

Le Bénin [a obtenu](#), le 18 septembre 2026, un financement bancaire international de 500 M EUR, soutenu par des garanties émises par le Fonds africain de développement, le guichet concessionnel de la Banque africaine de développement (BAfD), et la filiale d'assurance du Groupe de la Banque islamique de développement (BlsD). D'une maturité de 12 ans, ce financement est destiné à des investissements prioritaires dans la santé, l'éducation, l'accès à l'eau, l'agriculture, les infrastructures, les énergies renouvelables ainsi que l'emploi des jeunes et des femmes. Cette opération constitue la 2^e du genre réalisée par le Bénin avec soutien de la BAfD, après celle [réalisée en 2023](#) qui avait permis de mobiliser un financement de 350 M EUR pour des investissements liés aux Objectifs de développement durable (ODD).

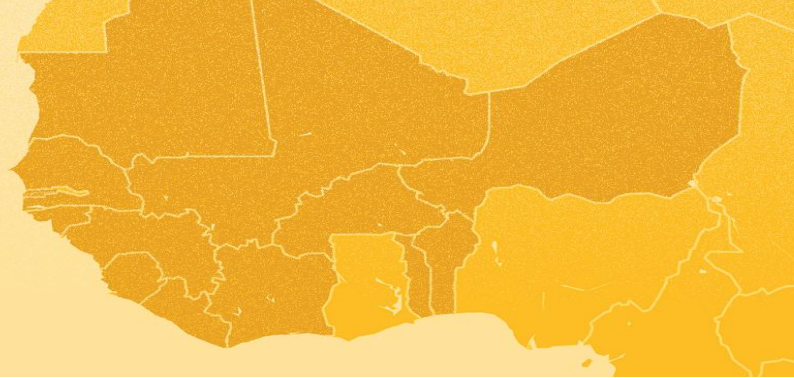
Signature d'accords en marge de la visite du président Wadagni en France

En marge de l'entretien à Paris entre le président français Emmanuel Macron et son homologue béninois Romuald Wadagni, le Bénin [a mobilisé](#) le 5 octobre 2026 un montant total d'environ 100 M EUR, à travers la signature de deux conventions de financement avec l'Agence française de développement (AFD) pour un montant de 61,9 Md FCFA (94,4 M EUR) et une lettre de mandat avec Bpifrance pour un montant de 3,5 Md FCFA (5,4 M EUR). Un montant de 52,1 Md FCFA (79,4 M EUR), comprenant une subvention de l'Union européenne de 19,3 Md FCFA (29,4 M EUR) déléguée à l'AFD, est destiné la réalisation de plus de 120 000 nouveaux branchements dans 750 localités. Une enveloppe de 9,8 M FCFA (14,9 M EUR) est allouée au développement de la filière piscicole et aux filières de proximité dans le nord et le centre du pays. Enfin, la lettre de mandat ouvre la voie à la construction d'un laboratoire national d'expertise ADN clés en main au Bénin.

Burkina Faso

Lancement du Cadre de partenariat pays 2026-2031

Le 2 octobre 2026, le Burkina Faso et le Groupe de la Banque mondiale [ont lancé](#) officiellement le [Cadre de partenariat pays \(CPP\) 2026-2031](#), aligné sur le Plan national de développement "RELANCE" 2026-2030. Il repose sur trois axes : (i) la santé et l'éducation, le pays se classant 186^e sur 193 à l'indice de développement humain 2025 du PNUD, (ii) l'accès à l'électricité, dont bénéficiait environ 34 % de la population en 2024, contre 55 % en moyenne en Afrique subsaharienne, (iii) la productivité agricole et la sécurité alimentaire.



Côte d'Ivoire

Annnonce d'un appui de 1,5 Md USD de la BIDC pour soutenir la mise en œuvre PND 2026-2030

Le Vice-Président ivoirien a annoncé le 5 octobre 2026 un [engagement](#) de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) à hauteur de 1,5 Md USD en faveur du financement du Plan national de développement (PND) 2026-2030. Ce partenariat avec l'institution sous-régionale vient s'ajouter aux 1,2 Md USD d'engagements actuels de la BIDC, couvrant les infrastructures, l'énergie, le numérique, l'industrie, la santé, l'éducation et le développement du secteur privé en Côte d'Ivoire.

Projet de plateforme nationale d'authentification en Côte d'Ivoire

Le ministre de la Transition numérique et de l'Innovation technologique a annoncé le 5 octobre 2026 le démarrage de l'étude de faisabilité visant à déployer une [plateforme nationale d'authentification](#) et un portefeuille d'identité numérique. Cette étude, engagée à travers le Projet d'Appui au Renforcement de l'Administration Électronique (PARAE), soutenu financièrement par la Banque africaine de développement (BAfD), s'inscrit dans le cadre de la modernisation de l'administration publique et de l'accélération de la transformation numérique en Côte d'Ivoire. Pour rappel, dans le cadre du [Plan national de développement \(PND\) 2026-2030](#), environ 9,9 Md FCFA (15,1 M EUR) sont prévus afin d'accélérer l'accès universel à l'état civil et à l'identité numérique à travers la modernisation des services, le déploiement d'outils digitaux et l'accompagnement inclusif des populations.

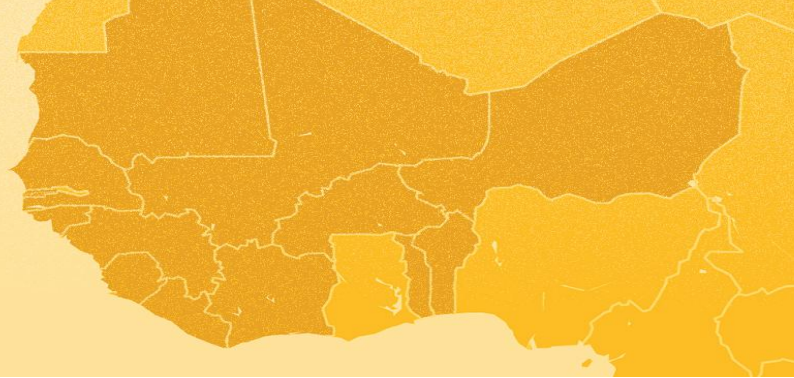
Emission de la première obligation à 20 ans sur le Marché des titres publics de l'UMOA

Le 6 octobre 2026, la Côte d'Ivoire [a émis](#) par adjudication une obligation à 20 ans sur le Marché des titres publics de l'Union monétaire Ouest-africaine (UMOA), une première dans la zone en terme de maturité. L'opération a permis de mobiliser 50 Md FCFA (76,2 M EUR), avec un coupon de 6,25 %, remboursable "in fine" (i.e. la totalité du capital est due à l'échéance). Elle fait suite à deux émissions à 15 ans réalisées en 2025 pour 55,5 Md FCFA (84,6 M EUR), qui représentaient jusqu'alors les émissions avec la maturité la plus longue sur ce marché. Pour rappel, le FMI a reclassé en juin 2026 le risque de surendettement du pays de "modéré" à "faible".

Guinée

Lancement du Cadre de partenariat pays 2027-2033

La République de Guinée et le Groupe Banque Mondiale [ont lancé](#) officiellement le 5 octobre le nouveau Cadre de partenariat pays pour la période 2027-2033. Il pourrait porter à plus de 3 Md USD les engagements cumulés du groupe, mobilisant notamment les ressources de l'IDA, les financements de la Société financière internationale (SFI) et les garanties de la MIGA. Le CPP 2027-2033 vise à soutenir la création d'emplois à travers le renforcement de la gouvernance économique, l'amélioration du capital humain, le développement des infrastructures essentielles et la promotion des investissements privés, en cohérence avec la vision nationale Simandou 2040. Les secteurs concernés comprennent notamment l'agriculture, l'électricité, la formation professionnelle et la gestion des finances publiques.



Libéria

La Banque centrale maintient son taux directeur à 16 % et relève le ratio de réserves obligatoires en dollars

Le 6 octobre 2026, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Libéria (CBL) [a décidé](#) de (i) maintenir le taux directeur à 16 %, tout en rehaussant de 10 % à 12 % le ratio de réserves obligatoires sur les dépôts en USD. Le ratio applicable aux dépôts en dollars libériens reste fixé à 25 %. Ces mesures visent à renforcer la transmission de la politique monétaire, améliorer la gestion de la liquidité et réduire progressivement les vulnérabilités liées au niveau élevé de dollarisation financière. La décision intervient alors que la croissance du PIB réel est projetée à 5,5 % en 2026, après 5,1 % en 2025, tandis que l'inflation s'est établie à 4,5 % au 3^e trimestre, contre 5,4 % au trimestre précédent. Le CPM relève le bon niveau de capitalisation et de liquidité du secteur bancaire, caractérisé par un ratio de liquidité de 58,7 % et un ratio de solvabilité à 38,6 %, tout en notant que le taux de créances douteuses reste élevé à 13,4 %. Sur le plan externe, les réserves internationales brutes couvrent désormais environ 3,3 mois d'importations. Enfin, la dette publique a légèrement diminué, passant de 49,6 % à 43,3 % du PIB au trimestre précédent.

Mali

Création d'une Ecole des Mines et du Pétrole

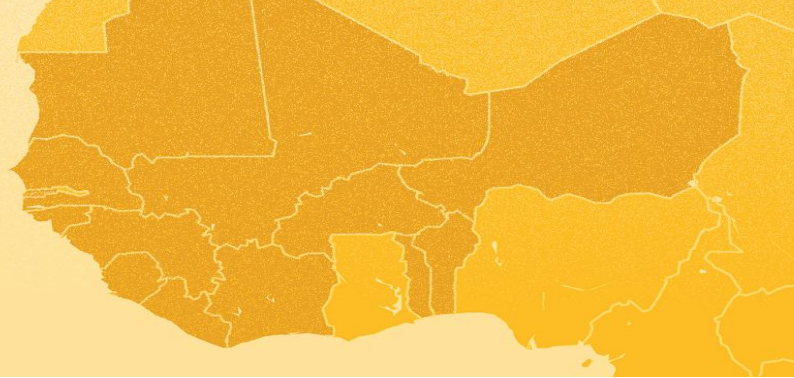
Le 30 septembre 2026, le Conseil des ministres [a adopté](#) les textes portant création, organisation et fonctionnement d'une École des Mines et du Pétrole, destinée à former des cadres spécialisés dans les secteurs minier et pétrolier. La nouvelle structure vise à assurer des formations initiales et continues dans les

domaines liés à l'exploitation et à la valorisation des ressources du sous-sol, afin d'accroître la disponibilité de compétences nationales. Les modalités d'implantation de l'École, sa date de démarrage, les filières proposées et sa capacité d'accueil n'ont pas encore été précisées. Ont également été adoptés des textes instituant l'Agence pour la Recherche et le Développement des Ressources minérales, chargée de renforcer les connaissances sur les ressources géologiques, minières, pétrolières et gazières, notamment par la recherche, la production et la diffusion des connaissances.

Mauritanie

La décision finale d'investissement de la mine d'uranium de Tiris pourrait être adoptée d'ici fin 2026

La décision finale d'investissement pour le projet d'uranium de la mine de Tiris, situé au nord-est de la Mauritanie, [pourrait](#) être approuvée au 4^e trimestre 2026. La société évoque des discussions portant sur un prêt de l'U.S. International Development Finance Corporation (DFC), pour un montant compris entre 150 et 170 M USD. Parallèlement, la société australienne Aura Energy a entamé la constitution de ses équipes. La mine devrait être capable de produire en moyenne 2 M livres (907,2 tonnes) d'uranium par an, avec un potentiel d'expansion à 3,5 M livres (1 587,6 tonnes), sur une période de 25 ans, et serait la première mine d'uranium en Mauritanie. Pour rappel, le secteur minier mauritanien est actuellement dominé par l'exploitation du fer, et de l'or.



Chariot Energy reste engagé sur son projet d'hydrogène vert Nour, toutefois revu à la baisse

Le 30 septembre 2026, l'entreprise britannique *Chariot Energy* a [indiqué](#) dans son rapport semestriel qu'elle maintenait son activité en Mauritanie tout en réduisant la portée du projet Nour de production d'hydrogène vert, en raison du ralentissement du marché, et poursuivait les négociations avec l'Etat mauritanien pour finaliser la convention d'investissement. Pour rappel, le projet Nour est développé par Chariot en collaboration avec TEH2, une société détenue à 80 % par le groupe français Total Energies et à 20 % par le groupe luxembourgeois EREN. Par ailleurs, l'entreprise a annoncé travailler parallèlement sur un projet de production de granulés de fer vert utilisant la technologie de réduction directe du minerai, alimentée par de l'hydrogène vert. La société recherche pour ce projet des financements sous forme de subventions auprès d'institutions financières de développement.

Niger

Accord au niveau des services sur un nouveau programme FEC avec le FMI de 38 mois

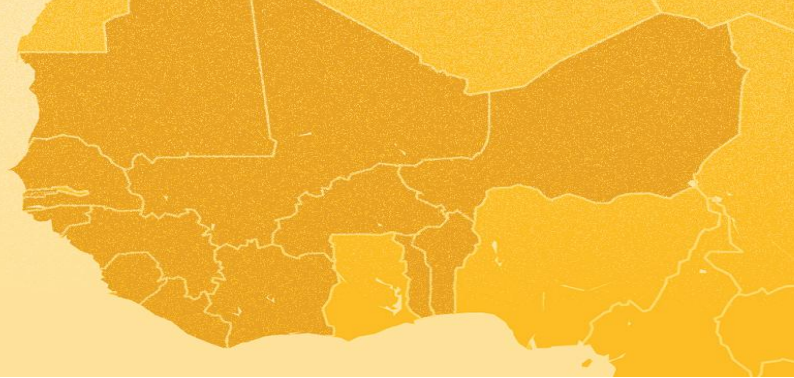
Le 8 octobre 2026, les services du Fonds monétaire international (FMI) et les autorités nigériennes [sont parvenus](#) à un accord au niveau des services sur la 10^e et dernière revue du programme économique soutenu par la Facilité de crédit élargie (FEC), ainsi que sur un nouveau programme de 38 mois au titre de la FEC. Des échanges dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV pour 2026 ont également été menées à l'occasion. Le nouveau programme prévoit un accès à 150 M DTS (203 M USD), soit 114 % de la quote-part du Niger. Sous réserve de la décision du Conseil d'administration du FMI, attendue début décembre, la conclusion de la revue et

l'approbation du nouveau programme permettraient un décaissement de 26,3 M DTS (36 M USD). La croissance est projetée par les services du FMI à 7 % en 2026 et 6,7 % en 2027, portée notamment par l'agriculture et les activités extractives. Le déficit budgétaire atteindrait 3,4 % du PIB en 2026. Le nouveau programme vise à renforcer les capacités budgétaires, préserver la soutenabilité de la dette, consolider la stabilité financière et soutenir la mise en œuvre de la stratégie de développement 2025-2029.

Sénégal

Première rencontre avec les créanciers dans le cadre du Plan de traitement de la dette

Le 6 octobre 2026, dans le cadre du Plan de traitement de sa dette annoncé début septembre, le Sénégal [a tenu](#) sa première réunion avec ses créanciers extérieurs, avec l'appui du FMI. Cette rencontre a permis aux autorités de faire le point sur la situation économique et financière du pays, le programme de réformes ainsi que les grandes lignes de l'accord technique conclu avec le FMI. La stratégie de traitement de la dette a été exposée aux créanciers, notamment la volonté des autorités de mettre en place un calendrier accéléré et prévisible pour le règlement des créances. Le Sénégal vise ainsi une approbation du programme avec le FMI en novembre 2026, la signature d'accords de principe avec les Comité des créanciers officiels et le groupe ad hoc des détenteurs d'obligations en décembre, et leur mise en œuvre à partir de début 2027. Le stock de la dette extérieure est estimé à environ 18 309 Md FCFA (27,9 Md EUR), dont 4 369 Md FCFA (6,7 Md EUR) dus aux créanciers bilatéraux, 5 440 Md FCFA (8,3 Md EUR) aux créanciers commerciaux et 8 500 Md FCFA (13 Md EUR) aux créanciers multilatéraux.



L'Etat annonce une enveloppe de 1,4 Md EUR pour lutter contre les inondations

Le Premier ministre [a annoncé](#) le 5 octobre 2026 une enveloppe de 921 Md FCFA (1,4 Md EUR) pour la mise en place d'un programme national de lutte contre les inondations. Cette annonce a été faite à l'issue de la réunion d'urgence organisée suite aux intempéries survenues dans le pays depuis le 3 octobre. Au-delà des mesures d'urgence annoncées, le gouvernement entend ainsi apporter une réponse structurelle à la problématique des inondations, notamment dans la banlieue dakaroise.

1,5 Md EUR d'engagements de financements pour l'accès universel à l'électricité d'ici 2029

A l'issue de la Table ronde organisée par le Ministère de l'énergie et du pétrole, le 6 octobre 2026, les partenaires techniques et financiers ainsi que le secteur privé [ont annoncé](#) des engagements de financement d'un montant total de 998 Md FCFA (1,5 Md EUR) en vue d'accélérer l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2029. Selon le communiqué, ces engagements comprennent 181 Md FCFA (275,9 M EUR) annoncés par les partenaires techniques et financiers pour de nouveaux projets d'électrification et 817 Md (1,2 Md EUR) annoncés par le secteur privé. Ils devraient contribuer à l'électrification des 6 471 localités restantes, sur un total de 25 725 localités (dont 6 571 déjà couvertes par des projets en cours). Avec un taux national d'accès à l'électricité de 86,2 % à fin 2024, (70% en milieu rural), les engagements annoncés dépassent largement l'objectif de financement initial de 400 Md FCFA (609,8 M EUR) et renforcent les perspectives d'atteinte de l'accès universel à l'électricité.

Togo

Adoption de la SRMT, avec un objectif de pression fiscale à 18,6 % du PIB d'ici 2031

Le ministre des Finances a [approuvé](#) par arrêté la [Stratégie](#) de mobilisation des recettes à moyen terme (SRMT) 2027-2031. Elle vise à porter la pression fiscale de 13,3 % du PIB en 2025 à 18,6 % en 2031, objectif qui reste toutefois en deçà de la norme de convergence de l'UEMOA (20 %). Pour y parvenir, les autorités retiennent 3 axes : (i) la transformation digitale (avec la facturation électronique comme projet phare) ; (ii) la diversification de l'assiette fiscale (extension de l'impôt au foncier, aux services numériques, à l'environnement et aux micro-entreprises) ; (iii) le recouvrement et la lutte contre la fraude. Le rendement additionnel des réformes est estimé à 481Md FCFA (733,3 M EUR) sur la période 2027-2031, dont 418,1 Mds de recettes fiscales. Le coût de mise en œuvre, évalué à 10,5 Md FCFA (16 M EUR), sera financé à 80 % par les bailleurs internationaux et 20 % par l'Etat togolais. Pour rappel, l'adoption de la SRMT est un repère structurel du programme en cours avec le [FMI](#), qui vise entre autres à renforcer la viabilité des finances publiques.



Agenda

Date	Lieu	Évènement
19-22 octobre	Abidjan	Conférence Internationale Mobilité Durable et Climat (CIMDC 2026)
19-23 octobre	Freetown	Marché des Innovations et Technologies Agricoles (MITA 2026)
25-27 octobre	Conakry	French Agri Days 2026 - Guinée
11-13 novembre	Abidjan	Ivoire Tech Forum 2026
11-14 novembre	Conakry	Simandou Mining Summit
16-20 novembre	Abidjan & Dakar	French Energy Tour 2026 - Côte d'Ivoire et Sénégal
16-20 novembre	Cotonou	Cyber Africa Forum (16–17 novembre)
		AfriLabs Annual Gathering (18–20 novembre)
18-22 novembre	Conakry & Abidjan	French Mining Days @ SIREXE 2026 - Côte d'Ivoire et Guinée
18-22 novembre	Abidjan	Salon International des Ressources Extractives et de l'Énergie (SIREXE)
24-25 novembre	Paris	Ambition Africa 2026
26-28 novembre	Abidjan	4^e édition de la Nuit Panafricaine du Bâtiment
30 nov -2 déc	Cotonou	Bpifrance - Business France / Parcours Business International

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)